

# Grèves : le ciel s'obscurcit

**SOCIAL.** Cheminots SNCF, conducteurs de la RATP, personnel des raffineries, pilotes d'Air France et aiguilleurs du ciel... Les mouvements de grève se multiplient.

**HIER LA TENSION** est montée d'un cran à la SNCF. Confronté à un calendrier social où se télescopent grèves contre la loi Travail et renégociation de l'accord sur le temps de travail des cheminots, son PDG Guillaume Pepy serait, selon nos informations, très agacé par le manque de soutien du gouvernement.

■ **Rumeur de démission.** C'est au point qu'hier, sur Twitter, des messages annonçaient, « de source interne », la démission du PDG. La direction de la communication de la SNCF, elle, « dément formellement les rumeurs de démission de Guillaume Pepy suite à un désaccord avec le gouvernement sur les négos en cours ». Il faut dire cependant que le patron du groupe ferroviaire n'est pas sorti indemne de ce week-end.

■ **La CFDT retire son préavis.** Alors que Guillaume Pepy était accusé par la CFDT de s'être « placé dans un rapport de force avec les quatre syndicats », le ministère des Transports a organisé samedi une réunion en présence du seul DRH de la SNCF. Bilan : hier la CFDT a salué « le courage du gouvernement » et s'est félicitée de l'accord proposé, qui garantit de ne pas dégrader la réglementation sur les conditions de travail des cheminots. La CFDT a donc levé son préavis de grève.

■ **CGT, SUD et Unsa appellent à la grève.** La CGT, qui ne participait pas à la réunion au ministère ce week-end, maintient quant à elle son appel à la grève reconductible à partir de ce soir 19 heures. Idem pour SUD, qui réclame que le maintien des conditions de travail accordées aux employés de la SNCF soit élargi à toutes les entreprises ferroviaires. Aux motifs internes, la CGT et SUD

ont ajouté l'opposition à la loi Travail. L'Unsa, enfin, appelle aussi à la grève tant qu'elle ne sera pas en possession du texte de l'accord, « afin de l'examiner dans le détail », explique-t-on, évoquant quelques points encore en discussion. Le texte définitif de l'accord doit être présenté le 1<sup>er</sup> juin au plus tard pour entrer en application le 1<sup>er</sup> juillet. Une table ronde conclusive se tiendrait le 6 juin. Hier soir, la direction de la SNCF n'avait pas fourni de prévisions sur les perturbations attendues.

■ **La RATP dès jeudi.** A la RATP, où l'enjeu porte sur des hausses de salaire, la CGT appelle à la grève dès jeudi, mais SUD a choisi la date du 10 juin, jour d'ouverture de l'Euro.

**DANIEL ROSENWEG ET SYRIELLE MEJIAS**  
■ **Autre conséquence** des dissensions causées par la loi Travail, la septième et avant-dernière séance de négociations sur l'assurance-chômage s'est conclue hier sans aucune avancée.



Prendre un train pourrait être compliqué demain : la CGT, SUD et l'Unsa appellent à la grève. Jeudi, c'est la RATP qui sera touchée. (PhotoPQR/« l'Indépendant »/MAXPPP/Harry Ray Jordan.)

## Avis de perturbations dans le secteur aérien

■ Deux mouvements de grève risquent de perturber le ciel aérien français dans les jours qui viennent, l'un émanant des pilotes d'Air France et l'autre des syndicats de l'aviation civile. Une menace — une de plus — à dix jours de l'ouverture de l'Euro. Pour les aiguilleurs du ciel, la grève est d'ores et déjà fixée aux 3, 4 et 5 juin. Les pilotes n'ont pas encore donné de dates précises. Hier, à l'issue d'un référendum interne qui a mobilisé 78 % d'entre eux, les adhérents du SNPL (majoritaire à Air France) se sont prononcés à 68 % pour le principe de la

grève. « Il y aura forcément des actions en juin », a d'ores et déjà prévenu Emmanuel Mistrali, le porte-parole du SNPL. Ce dernier entend « agir en concertation » avec les autres organisations syndicales de la compagnie — personnels navigant et au sol — avant de déposer ce préavis de plus de 144 heures. Pour le président du SNPL, Philippe Evain, il s'agit de « mettre un terme à une politique de délocalisation, de démantèlement et de réduction obsessionnelle des coûts ». Plus précisément, le syndicat conteste la

mise en œuvre ce 1<sup>er</sup> juin de mesures de productivité, notamment la majoration des heures de nuit à 40 %, contre 50 % actuellement. Le SNPL reproche à la direction du groupe Air France de « privilégier » KLM et Transavia (NDLR : respectivement la compagnie néerlandaise fusionnée et la filiale low-cost d'Air France) en leur donnant davantage de moyens, notamment en effectifs et en avions. « Le trafic aérien repart et il faudrait embaucher 600 personnes au minimum rien que pour remplacer les départs en retraite », précise Emmanuel Mistrali.

Mais certains pilotes — membres du conseil du SNPL — restent réservés, voire opposés à la grève. Après avoir appelé à voter non au référendum et préférant attendre l'arrivée du nouveau PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janailac, en juillet prochain, ils estiment « suicidaire de se lancer dans un conflit à la veille de l'Euro et des JO [...] période pendant laquelle la compagnie gagne de l'argent ». Du côté de la direction d'Air France, la menace de grève ne suscitait, hier, « aucun commentaire ».

BRUNO MAZURIER

## CGT et CFDT jouent l'apaisement

**L'AFFRONTEMENT** entre deux conceptions du syndicalisme autour de la loi Travail : la volonté de dialogue de la CFDT face aux muscles de la CGT. C'est ce qui était annoncé hier soir pour un débat en direct sur RTL entre Philippe Martinez et Laurent Berger, respectivement secrétaire général de la CGT et de la CFDT. Au final, un face-à-face à fleurets mouchetés, emprunt de respect mutuel et marqué par le tutoiement.

Berger plus conciliant que Martinez ? « Je ne suis pas plus conciliant, je suis tout aussi combatif que Philippe », s'agace Laurent Berger. Pour lui, la question est celle de « l'efficacité du syndicalisme ». Etre efficace, c'est « savoir contester et négocier ». Un exemple ? « Le choix de s'engager dans l'accord compétitivité chez Renault », selon Laurent Berger, a permis « d'éviter qu'il n'y ait des fermetures de site ». Un cas d'école qui ne

plaît guère à Philippe Martinez, lui-même employé du constructeur automobile. Selon lui, cette stratégie se traduit chez Renault, par « 80 % d'intérimaires dans certains secteurs de l'entreprise ». De ce cas pratique, il tire

une ligne de partage. « Ce qui nous oppose c'est que nous, à la CGT, refusons d'accepter la logique du moindre mal, ou du moins pire », tacle Philippe Martinez. « En tout cas, les salariés

dans les élections professionnelles, y compris chez Renault, n'ont pas considéré [la position de la CFDT] comme un recul », rétorque Laurent Berger. En cette période de fortes tensions, Laurent Berger appelle au calme entre organisations. « Je respecte le pluralisme syndical, je demande le même respect pour les militants de la CFDT. »

### Unis contre Gattaz

Seul vrai élément de consensus entre les deux : le patronat. Ou plus précisément le patron du Medef, Pierre Gattaz, qui a qualifié dans « le Monde » (daté d'aujourd'hui) les opposants à la loi travail de « minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes ». Jugés « scandaleux », par Philippe Martinez, ces propos ont également été qualifiés « d'inacceptables » par Laurent Berger.

BORIS CASSEL



Paris (VIII<sup>e</sup>), hier. Philippe Martinez (CGT) et Laurent Berger (CFDT) ont débattu sur RTL.

## Carburants : situation inchangée

■ Hier, 653 stations-service Total sur 2 200 étaient toujours en rupture totale ou partielle de carburant en France, un chiffre quasi stable par rapport au pointage effectué vendredi. Selon le groupe, 273 de ses stations-service étaient en rupture complète d'approvisionnement lundi à 13 heures, et 380 autres stations étaient en rupture partielle. Total tablait sur une amélioration en début de semaine, les camions effectuant « moins de tournées [...] en raison du week-end, surtout le dimanche ». La situation dans les raffineries restait aussi inchangée. Six des huit raffineries étaient toujours à l'arrêt ou tournaient au ralenti hier, selon l'Ufip.